

Pour pallier les pertes importantes subies sur le front de l'Est, l'OKW incorpore entre janvier et avril 1944, sept nouvelles classes d'âges (1908 à 1913 et 1926) qui sont surtout affectées dans la Waffen SS. En parallèle, des jeunes gens de 16 ans et moins sont incorporés dans des unités paramilitaires notamment les unités de FLAK (DCA) comme Luftwaffenhelfer. Dès septembre sont entrepris des travaux de fortification (Vorvogesenstellung et Vogesenstellung). Devant la menace d'invasion qui pèse sur le territoire allemand, Hitler décrète, le 25 septembre 1944, la levée en masse du peuple allemand. Ce «Deutsche Volksturm» est introduit en Alsace le 22 octobre 1944.

Mi-novembre, la double offensive de l'armée américaine et de la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc en Lorraine et de la 1<sup>re</sup> armée française de De Lattre de Tassigny le long de la frontière suisse permettent de libérer Metz, Strasbourg et Mulhouse. Mais la 19<sup>e</sup> armée allemande du général Wiese conserve la Poche de Colmar (une zone qui s'étend du Rhin aux Vosges, sur la ligne Mulhouse-Thann au sud et Sélestat-Erstein au nord). Dans le cadre de la contre-attaque des Ardennes, Hitler déclenche, le 31 décembre 1944, l'opération «Nordwind» dont l'objectif est la reprise de Strasbourg. Les troupes américaines se replient et abandonnent une partie de la Basse Alsace.

Le 20 janvier 1945, de Lattre de Tassigny déclenche une offensive contre la poche de Colmar. Le matin du 2 février, la 5<sup>e</sup> DB du général Vernejoul libère la ville.

À partir du 15 mars, les alliés développent leur offensive en Basse Alsace. Le 19, le Nord du Bas-Rhin est libéré pour la deuxième fois et la frontière allemande est franchie.

Durement touchée par les bombardements, l'Alsace est une des régions françaises les plus exsangues. Il faut reconstruire, reloger les sinistrés et déminer quelques 26 000 ha. Les problèmes de ravitaillement favorisent le développement du marché noir. En mars 1945, tous les Marks doivent être échangés au taux officiel de 15 Francs pour 1 Mark (pour les Alsaciens ce change équivaut à une seconde spoliation) alors qu'en parallèle les prix augmentent de 15 à 20%.

La vie politique renaît avec la création en mars 1945 d'un Parti républicain populaire qui, sous l'action de Henri Meck, décide d'adhérer au MRP qui connaît une nette victoire aux élections cantonales de septembre 1945.

Les «absents» (déportés, détenus, familles transplantées, réfugiés du Sud-Ouest, incorporés de force...) reviennent progressivement. Plus 20 000 Alsaciens manquent à l'appel.

Selon Jean-Laurent Vonau, l'épuration, globalement, ne fut pas injuste, mais des dérives et des maladroites y furent néanmoins commises (notamment la réouverture des camps de Schirmeck et du Struthof). Cette épuration eut plusieurs visages : le jugement des responsables nazis et de leurs acolytes, des exécutions sommaires (une cinquantaine), des internements administratifs (entre 6 000 et 7 500 personnes), des actions judiciaires avec les cours de justice et les chambres civiques. 12 273 dossiers furent examinés. En cours de justice, 3 081 aboutirent à des condamnations et en chambres civiques 6 953. Parallèlement, l'épuration professionnelle a touché 5 à 6 000 personnes dont la moitié dans le secteur public. Comme ailleurs, l'épuration économique fut moins sévère.

## CONTEXTE

### Repères chronologiques

#### 1944

- **1<sup>er</sup> février 1944** : Naissance des FFI.
- **12 mars 1944** : L'Armée rouge atteint les frontières polonaise et roumaine.
- **15 mars 1944** : Définition et adoption à Paris du programme du CNR.
- **21 avril 1944** : Ordonnance du CFLN fixant l'organisation des pouvoirs publics et du régime politique à mettre en place à la libération de la France.
- **Avril 1944** : Structuration des FFI de l'arrondissement de Saverne et de la région de Mulhouse Nord.
- **Mai 1944** : Formation des Groupes Mobiles d'Alsace.
- **27 mai 1944** : Bombardement allié sur les faubourgs de Strasbourg Meinau.
- **2 juin 1944** : Le CFLN se transforme en gouvernement provisoire.
- **6 juin 1944** : Débarquement allié en Normandie.
- **10 juin 1944** : Massacre d'Oradour sur Glane.
- **14 juin 1944** : À Bayeux, de Gaulle organise l'administration française civile et militaire.
- **17-27 juin** : Réunion à Grendelbruch des principaux dirigeants de la résistance alsacienne. Mise au point d'actions à envisager lors de la libération.
- **26 juin 1944** : L'Armée rouge atteint la frontière allemande en Prusse orientale.
- **Juillet 1944** : Constitution du maquis de Volksberg (décimé par les SS mi-octobre).
- **17 juillet 1944** : Nouvelle réunion à Grendelbruch.
- **Août 1944** : Constitution des maquis du Mont-Saint-Odile, de Sainte-Croix-aux-Mines et de Thann.
- **9 août 1944** : Mobilisation de toute la main d'œuvre disponible pour les travaux de tranchement et fossés antichars entre les forts de Strasbourg (« Schanze »).
- **11 août 1944** : Des bombardements alliés touchent les centres de Strasbourg et Mulhouse.
- **15 août 1944** : Débarquement franco-américain en Provence.
- **16 août 1944** : Les Allemands mettent en échec le plan de raid des résistants du GMA-Vosges visant la libération de Schirmeck et du Struthof. De violents combats ont lieu à Viomboid.
- **25 août 1944** : Libération de Paris.
- **31 août 1944** : Le GPRF s'installe à Paris.  
Les Soviétiques entrent à Bucarest.
- **Septembre 1944** : Creusement des emplacements de défense (Vorvogesenstellung et Vogesenstellung). Réquisition de toute la population et des lycéens (dans le cadre du Notdienst) pour creuser des tranchées et des fossés antichars.
- **25 sept. 1944** : Bombardement allié sur Strasbourg.  
Hitler décrète la levée en masse (« Volksturm »).
- **22 octobre 1944** : Institution du Volksturm en Alsace.
- **23 octobre 1944** : Reconnaissance du GPRF par tous les Alliés.
- **13 nov. 1944** : La Vorvogesenstellung est percée de Badonviller à Baccarat.
- **17 nov. 1944** : Libération de Saint-Dié, Raon-l'Étape, Delle et Montbéliard.

- **19 nov. 1944** : Avance de la 1<sup>re</sup> armée française le long de la frontière suisse. Seppois est le premier village alsacien libéré.
- **19-21 nov. 1944** : La 2<sup>e</sup> DB franchit les Vosges au nord de Saverne (vers la Petite-Pierre) et au sud (vers Dabo).
- **20-26 nov. 1944** : De violents combats sont livrés par l'armée française secondée par les 800 FFI de la ville pour libérer Mulhouse.
- **21 nov. 1944** : Libération de Metz et de Saverne.
- **23 nov. 1944** : Libération de Strasbourg par le raid de la 2<sup>e</sup> DB.
- **27 nov. 1944** : Arrivée à Strasbourg des Autorités françaises.  
Le Sundgau est entièrement libéré.
- **5 déc. 1944** : Libération d'Ingwiller.
- **10 déc. 1944** : Libérations d'Orbey et de Wissembourg.
- **16-19 déc. 1944** : Combats autour de Kaysersberg et d'Ammerschwih.
- **20 déc. 1944** : Environ 3 600 personnes (surtout allemandes) sont internées dans les camps de Schirmeck et du Struthof.
- **28 déc. 1944** : Eisenhower ordonne le repli stratégique de toute l'armée sur les Vosges.
- **31 déc. 1944** : Début de l'offensive « Nordwind » entre Bitche et Sarreguemines.

## 1945

- **3 janvier 1945** : Réorganisation en catastrophe du dispositif de défense de Strasbourg avec la participation des FFI.
- **5 janvier 1945** : Installation d'une tête de pont allemande à Gamsheim (18 km au Nord de Strasbourg).
- **6 janvier 1945** : L'avance allemande est stoppée à Krafft (20 km au Sud de Strasbourg).
- **20 janvier 1945** : Offensive de la 1<sup>re</sup> armée française pour libérer la banlieue de Mulhouse.
- **21 janvier 1945** : L'offensive allemande atteint la Wantzenau (12 km au Nord de Strasbourg).
- **23-29 janvier 1945** : Libération de la zone du bassin potassique.
- **2 février 1945** : Libération de Colmar.
- **3 février 1945** : Bombardement anglo-américain sur Berlin.
- **4 février 1945** : Libération de Cernay.
- **4-11 février 1945** : Conférence de Yalta.
- **9 février 1945** : Fin de la bataille de la Poche de Colmar.  
Reprise de l'offensive américaine vers Drussenheim-Oberhoffen.
- **10-11 février 1945** : Visite du général de Gaulle à Mulhouse, Colmar, Saverne et Strasbourg.
- **12-21 mars 1945** : Échange des monnaies : 1 Mark pour 15 Francs (catastrophique pour les petits épargnants).
- **19 mars 1945** : Le nord du Bas-Rhin est entièrement libéré.
- **15-16 avril 1945** : La 1<sup>re</sup> armée française occupe Kehl et libère totalement Strasbourg de la menace allemande.
- **30 avril 1945** : Suicide d'Hitler.
- **7 mai 1945** : Capitulation allemande sans condition signée à Reims.
- **8 mai 1945** : Signature à Berlin de la capitulation allemande avec les quatre puissances alliées.
- **18 juin 1945** : Fête de la résistance française avec feux de joie pour éliminer les vestiges du nazisme.

## DOCUMENTS

### L'année 1944 : la mobilisation générale de la population

#### TEMOIGNAGE D'UN JEUNE LYCEEN ALSACIEN

Le 21 août 1944, je reçus un ordre de mobilisation pour la D.C.A. (j'avais alors 16 ans et demi).

Ayant déjà eu deux entorses au courant de l'année, je me couchai, simulant une nouvelle entorse, sur les conseils d'un médecin alsacien, bon patriote, à l'arrivée de l'ordre de mobilisation.

Méfiant, le médecin-chef du Service de Santé allemand vient me voir à domicile pour contrôler l'exactitude de mes déclarations. Ayant mesuré mes deux chevilles, il déclara : « ce type est en bonne santé ; dans 3 jours, il est prêt à partir. C'est toujours la même chose avec ces Alsaciens ! »

Et la lutte commença : sans répit je reçus fiche de mobilisation sur fiche. Le 22 septembre, je fus obligé de partir au pont du Rhin pour y creuser des tranchées. Le 7 octobre, appelé par le chef de section, qui me déclara : « vous avez quitté l'école pour vous soustraire à vos obligations militaires, mais on vous aura quand même ; le 14 vous vous présenterez au camp d'aviation de Fribourg.... »

Il voulait m'empêcher de rentrer à Colmar avant mon départ, craignant une évasion. Je partis sans son autorisation et rencontrai mon père à mon arrivée à la gare de Colmar : il était obligé lui aussi de partir creuser des tranchées en Lorraine (à plus de 50 ans !)

*Extrait de Documents sur l'Alsace sous l'occupation, B.N.U. M 130.086  
Annales du CRDP de Strasbourg, L'Alsace sous l'oppression nazie (1940-1944), p. 183.*

#### **22 octobre 1944 : Wagner institue le VOLKSTURM, mobilisant tous les hommes encore disponibles de 16 à 60 ans capables de porter les armes et lance l'appel :**

« Citoyens ! l'ennemi est devant nos portes ! Par tous les moyens nous sommes décidés à défendre la terre sacrée de notre pays et de n'en céder la moindre parcelle à l'ennemi sans une résistance acharnée. L'armée de millions d'hommes qui vient d'être créée par l'institution du VOLKSTURM nécessite en dehors des armes, munitions... des quantités énormes d'équipements. Il importe donc que tous les équipements encore utilisables soient recensés. J'appelle par conséquent toute la population alsacienne à mettre à la disposition du Volksturm toutes les pièces d'équipement encore en sa possession, surtout, outils de terrassement, casques d'acier, havre-sacs, matériels de cuisine, musettes, bidons individuels, gobelets, couverts, toiles de tente, couvertures, pansements, étuis à cartouches, etc.

Si ces objets ne sont pas nécessaires à votre propre incorporation, ils sont à remettre aux plus proches parents déjà incorporés. Tout ce qui pourrait vous rester est à remettre dans les plus brefs délais aux chefs locaux du Parti...

Le mot d'ordre est : tous les équipements encore utilisables au VOLKSTURM ! Rien de ce qui peut encore être utilisé ne doit rouiller ou pourrir quelque part !

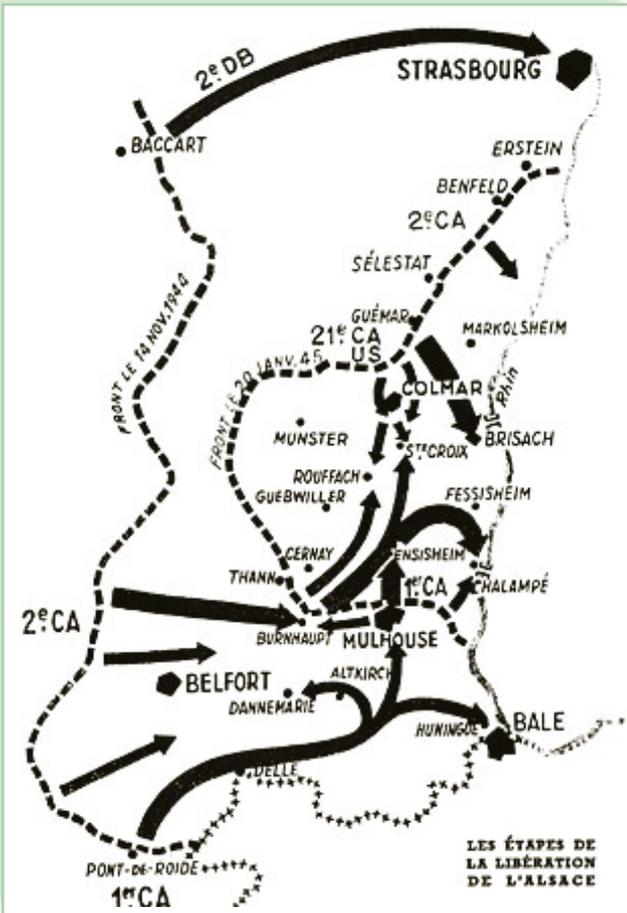
Que chaque citoyen soit conscient du devoir impératif de l'heure et n'hésite pas à apporter de grand cœur sa contribution à la victoire.

Rien pour nous-mêmes ! Tout pour notre Allemagne et notre FÜHRER. Heil Hitler !

*Annales du CRDP de Strasbourg, L'Alsace sous l'oppression nazie (1940-1944), p. 183.*

Quand en septembre 1944 les forces alliées avancent rapidement et se rapprochent de l'Alsace, les Allemands mobilisent au maximum les dernières énergies disponibles, notamment pour des travaux de fortification (Schanzen) destinés à retarder l'avance alliée. L'ultime étape est la création du VOLKSTURM (la levée en masse) appliquée en Alsace le 22 octobre 1944 dans la dernière ordonnance prise par le Gauleiter Wagner.

## La libération de l'Alsace



© Photo Archives Municipales de Strasbourg.



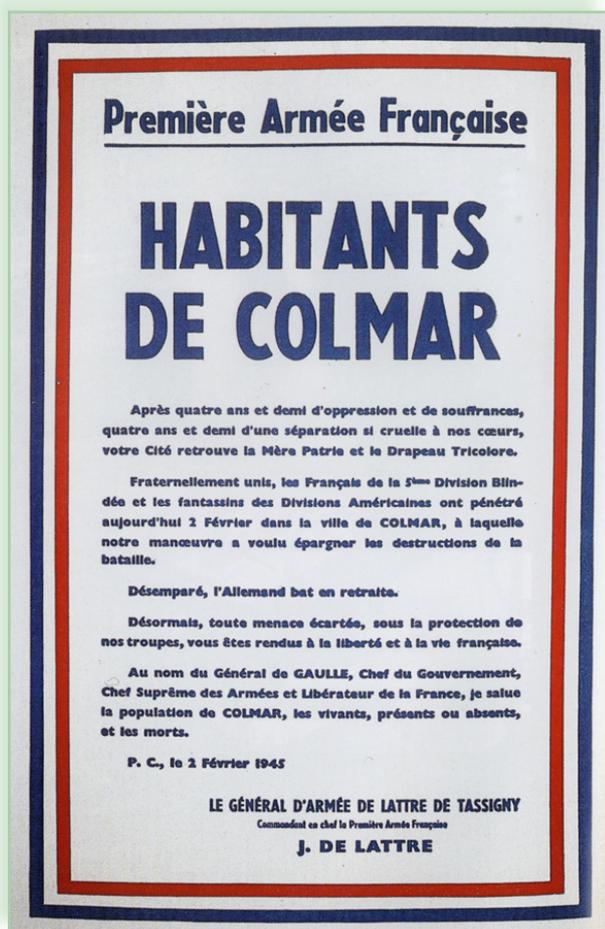
24 novembre 1944 : ordre du jour du général Leclerc lors de son entrée à Strasbourg.  
(Photo R. Ory (reproduction)) © CRDP d'Alsace.

Dans la deuxième quinzaine de septembre 1944, la 1<sup>re</sup> armée française atteint les Vosges et la Trouée de Belfort où la 19<sup>e</sup> armée allemande du général Wiese s'est retranchée. Le 19 novembre, le Rhin est atteint à Rosenau et Mulhouse est investi le 20.

Dans le Nord, la 7<sup>e</sup> armée américaine reprend l'offensive en direction du Rhin. La mission est confiée au 15<sup>e</sup> corps d'armée américain auquel appartient la 2<sup>e</sup> DB. La Vorvogesenstellung est percée et Leclerc peut lancer sa charge sur Strasbourg et honorer le serment de Koufra du 2 mars 1941.

« Jurez de ne déposer les armes que le jour où nos couleurs, nos belles couleurs flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ».





« Déclaration du général de Lattre de Tassigny.  
Affiche apposée sur les murs de Colmar  
lors de la libération le 2 février 1945.  
© Collections Archives municipales de Colmar.

Le 31 décembre 1944, Hitler déclenche l'opération Nordwind. Au Nord de Strasbourg une tête de pont est créée à Gamsheim tandis que la 19<sup>e</sup> armée allemande attaque entre l'Ill et le canal du Rhin au Rhône. Les troupes américaines se replient et abandonnent une partie de la Basse Alsace. Il faudra toute la force de persuasion du général de Gaulle pour que Strasbourg ne soit pas abandonné par les forces alliées.

Le 20 janvier 1945, de Lattre de Tassigny déclenche une offensive contre la poche de Colmar. Le matin du 2 février le 109<sup>e</sup> RI américain est aux portes de Colmar. À la demande de De Lattre, le général Milburn laisse les Français de la 5<sup>e</sup> DB du général Vernejoul libérer la ville.

À partir du 15 mars, le 6<sup>e</sup> CA américain et la 1<sup>re</sup> armée (3<sup>e</sup> DIA) développent leur offensive en Basse Alsace. Le 19 mars, l'Alsace est entièrement libérée.



**VILLE DE SELESTAT (Bas-Rhin)**

**Liste des non-rentés de la Wehrmacht**

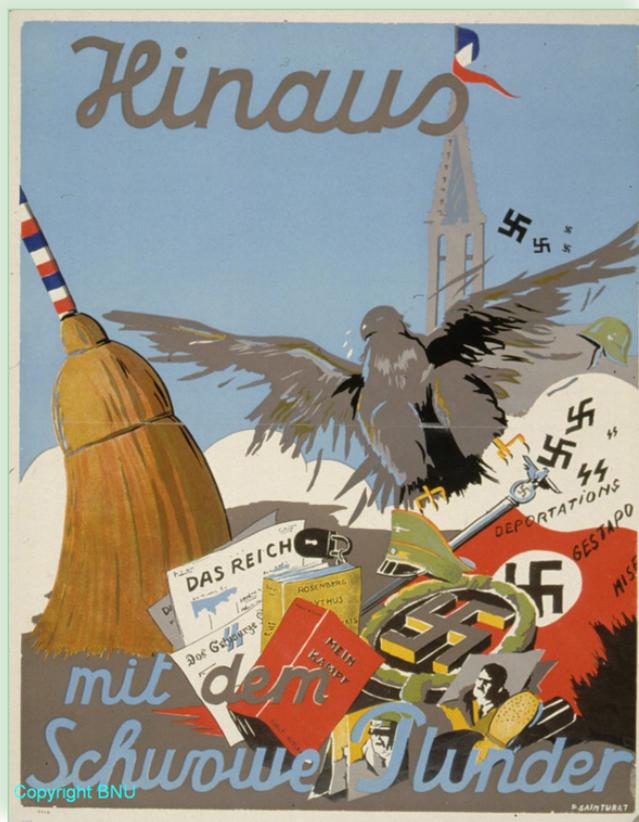
*Tous renseignements sont à adresser à la MAIRIE DE SELESTAT. Les frais seront remboursés.*

			
1 — <b>BARTHEL Eugène</b> né le 13. 7. 1915 ern. lettre 5. 3-44, Feldp. 44110/ legit. Ind. disp. 29. 3. 44 Wess- selaya (Ukraine Sud)	2 — <b>BAUER Antoine</b> né le 10. 5. 1924 Feldp. Nr. 01320	3 — <b>BAUER Eugène</b> né le 3. 8. 23, dern. lettre 4. 17. 44, Feldp. Nr. 53518 B, Lg. Pa Munster Westfalen	4 — <b>BAUER Jean</b> né le 8. 5. 19, dern. lettre 3. 1. 44, Nivograd-Wolinsk, Fp. 10310 B
			
5 — <b>BENTZ Alphonse</b> né le 2. 8. 14, dern. lettre 13. 7. 44 p. 08988 A, disparu 12. 6. 44 Kaulonka (Lemberg)	6 — <b>BIASCH Charles</b> né le 12. 12. 25, dern. lettre 14. 8. 1944, Feldp. Nr. 33870	7 — <b>BIEHLMANN Léon</b> né le 13. 6. 13, dern. lettre 9. 7. 44, Finh. Kirsch, 1. K. Hammerstein.	8 — <b>BINDREIF Georges</b> né le 3. 4. 1920, 1/4 Abt. M. S. Kiel Hansaten Kas, Inh. Festg. Bat. 1383 Z. B. V., d rn. lieu à Oberzwirn près Kassel.
			
9 — <b>BINDREIF Joseph Georges</b> né le 17. 8. 18, dern. lettre 10. 2. 45 le Forst près Nieder Lausitz, eldp. 04897 C, Gren. Rest. 147.	10 — <b>BINDREIFF Lucien</b> né le 26. 6. 13, dern. lettre 15. 11. 44, Feldp. 01706 C, Abt. B.	11 — <b>BITTEL Charles</b> né le 9. 11. 24, dern. lettre 2. 8. 44, Fp. 19667 B, puis, Roumanie 26. 8. 44, près, décédé le 24. 12. 44 camp de Guivan No 233	12 — <b>BLIND Aloyse</b> né le 10. 1. 15, dern. lettre 19. 3. 44, Feldp. Nr. 09 651 D., disparu 1. 5. 44 Witebsk (Russie)
			
13 — <b>BLIND René</b> né le 23. 5. 25, dern. lettre 28. 6. 44, Feldp. Nr. 36818, dispara	14. — <b>BOEHRER Paul</b> né le 10. 6. 21, dern. lettre 18. 9. 44 Serbie, Feldp. Nr. 41636 F.	15 — <b>BONNET Michel</b> né le 18. 10 1896, dern. lettre 18. 8. 1944, Feldp. Nr. 59253 C.	16 — <b>BORTMANN Jos. Louis</b> né le 15. 12. 22, dern. lettre 10. 9. 43, Kuban, Feldp. 37.604

« Extrait du recueil des disparus du Bas-Rhin publié par l'ADEIF (Association des Evadés et Incorporés de force) en 1948.

L'Alsace enregistre le sixième du total des pertes militaires alliées sur le front occidental entre juin 1944 et mai 1945. À ces pertes militaires, il faut ajouter les disparitions dues aux déportations et les « Malgré-Nous » qui ont payé un lourd tribut (plus de 30000 morts ou disparus, plus de 20000 blessés, plusieurs milliers d'entre eux qui ont été faits prisonniers dans des camps, notamment le camp soviétique de Tambov). Durement touchée par les bombardements et les combats, les dommages matériels sont par ailleurs considérables et les Alsaciens sont confrontés aux pénuries et au rationnement. À ces difficultés matérielles s'ajoute l'attente du retour des « absents ».

## »» L'épuration



Affiche de P. Sainturat « Dehors le fatras boche », parodie de l'affiche de 1940. © BNU.

### **Hier DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE de Strasbourg a commencé LE PROCES DU GAULEITER WAGNER, BOURREAU DE L'ALSACE et de plusieurs de ses comparses**

- « Je reviendrai », avait lancé Robert Wagner devant le micro de Stuttgart.

Et il est revenu.

Il a plutôt bonne mine, d'ailleurs. Avec et sans jeu de mots. L'ordinaire de la citadelle militaire ne doit pas être trop mauvais. Quant au moral, il semble excellent, du moins à en croire le sourire que Wagner ne cesse d'afficher.

L'ex-Gauleiter, cependant, n'a pas eu la vedette hier. Car, après avoir démarré lentement, le procès, qui a failli capoter à trois reprises, dans le maquis de la procédure, semblait vouloir prendre dans la soirée, la bonne voie. Celle de la justice, du peuple français. Ce sont surtout Gruner, Lueger et Schuppel qui ont été sur la sellette. Avec un ensemble qui n'a rien de remarquable, ils se retranchent derrière des cadavres.

Wagner, lui, parle de « fatales erreurs » et de directives de Berlin, Lueger fait un cours sur la « justice orientée ». Quant à Schuppel, il n'a rien fait, rien vu, rien dit, rien entendu, - bref, il est complètement aboulique. Et tout ce joli monde en appelle à tout bout de champ au témoignage des cadavres.

La salle n'est pas dupe. Et elle le montre d'une façon parfois bruyante. Le commissaire du gouvernement non plus, bien-sûr, et, de temps à autre, il exhibe des papiers qui rafraîchissent les mémoires défaillantes, mais à la manière d'une douche. Aucune escarmouche encore dans la défense. Des deux côtés, on s'observe. Et les défenseurs allemands des accusés observent bien. C'est, d'ailleurs en français qu'ils interviennent, avec parfois, de savoureux lapsus, tel celui qui a échappé à l'avocat de Gruner qui a parlé de la « Zivilverwaltung, ici en Allemagne. »

Toute la durée de l'audience, des centaines de Strasbourgeois attendent devant le tribunal de revoir leur Gauleiter. Ce n'est pas, bien-sûr, pour l'acclamer. C'est pourquoi, on a pris des mesures extrêmement sévères pour protéger la précieuse personne de Robert Wagner, accusé numéro un au Nuremberg français.

J. T.-Henchès, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, mercredi 24 avril 1946.

Josef Kramer, ancien commandant du camp de Natzweiler, >>>  
à Bergen-Belsen après son arrestation par l'armée britannique,  
à la Une de Point de Vue, 4 mai 1945.  
© Collection musée du Struthof

1945-1946, le contexte est celui du Procès de Nuremberg et de la dénazification. Le Gauleiter Wagner est jugé à Strasbourg puis fusillé en août 1946 ainsi que trois autres dignitaires nazis (Hermann Roehn, Adolf Schüppel et Walter Gae-decke). Sept responsables autonomistes en fuite, dont six anciens Kreisleiter, sont condamnés à mort par contumace. Seul le Kreisleiter de Mulhouse, Jean-Pierre Mourer est fusillé. Robert Ernst est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Josef Kramer (le commandant du Struthof) est pendu le 12 décembre 1945. En revanche, l'Obersturmführer SS Karl Buck, commandant le camp de Schirmeck, bien que condamné à mort à trois reprises, est remis en liberté en 1955.



### Extraits des débats du conseil général du Bas-Rhin Séance du 3 novembre 1945 : intervention de Henri Meck

[...] Tout d'abord, je me plais à constater que, contrairement à nos craintes, il n'y a pas eu de règlements de compte spontanés et sanglants. [...]

[...] Vouloir agir contre ceux de nos compatriotes, qui plus ou moins forcés par les circonstances, se sont affiliés à des organisations, est pratiquement impossible. Personne aujourd'hui n'avouera avoir signé de libre volonté. Il sera pratiquement impossible de tracer une ligne de démarcation entre ceux qui l'auront fait forcément et ceux qui auraient agi volontairement. Frapper certains d'entre eux et ne pas punir d'autres susciterait des comparaisons entre des cas d'espèces qui finiraient d'envenimer l'atmosphère publique. [...]

[...] « Ayez pitié des enfants des suspects ! »

Ce n'est pas dans les Oberlé de Bazin, mais dans la vie réelle que je trouve ce cas typique.

J'ai connu un compatriote qui, s'il n'était pas mort il y a quelques mois, se trouverait aujourd'hui probablement parmi les arrêtés. Son fils, malgré tous les avis contraires, est parti par monts et par vaux, et après avoir passé huit mois dans un camp de concentration espagnol, s'est sauvé en Afrique du Nord, s'est battu avec la Division Leclerc en Normandie, est entré un des premiers à Paris et à Strasbourg – pendant que son frère est tombé en Russie. [...]

ADBR 544 D 237.



« Scène d'épuration dans une commune du Haut-Rhin, mai 1945. Un rallié au nazisme est promené en cortège avec des cornes sur un casque allemand parce que pendant l'Annexion, il affirmait : « Que les cornes me poussent si la France revient en Alsace... ».

Image extraite de « L'épuration en Alsace », Jean-Laurent Vonau, Editions La Nuée Bleue, Strasbourg (droits réservés).

Le retour des Alsaciens restés en France en 1940 ou évadés ou déportés provoque des tensions et des divisions à l'intérieur des communautés et même des familles. Hormis les Allemands, environ 8 000 personnes sont arrêtées et internées. 12 273 affaires sont jugées par les cours de justice et les chambres civiques (plus de 10 000 aboutissent à des condamnations majoritairement à l'indignité nationale avec exclusion des listes électorales). Dans l'administration et les entreprises, plus de 5 000 agents et salariés sont sanctionnés, soit à la rétrogradation, soit au licenciement.

En revanche, l'épuration économique

est quasiment inexistante. Pour l'Alsace, c'est une période douloureuse et malsaine, car il est difficile de distinguer clairement ceux qui ont collaboré de manière forcée et ceux qui l'ont fait volontairement.

Par souci d'apaisement, comme dans le reste de la France, la plupart des peines seront amnistiées par les lois de 1951 et 1953.

